



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
Projet de boisement de terres agricoles
sur les communes de Faymoreau, Puy-De-Serre et Foussais-Payré (85)

Le préfet de la région Pays de la Loire

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté, du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2023/SGAR/DREAL/165 du 2 mai 2023 portant délégation de signature à madame BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire N° 2023/DREAL/N°SDR-23-AG-05 du 13 juillet 2023 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2023-6898 relative au projet de boisement de terres agricoles sur les communes de Faymoreau, Puy-De-Serre et de Foussais-Payré, déposée par Monsieur Paul GUILLOTEAU et considérée complète le 23 juin 2023 ;

Considérant que le projet consiste en la plantation de 11,45 hectares de terres agricoles au lieu-dit « La Brunière » sur les communes de Faymoreau (7 ha), Puy-De-Serre (3,35 ha) et de Foussais-Payré (1,1 ha), afin de produire du bois d'œuvre, séquestrer du carbone, valoriser des terres agricoles et constituer un patrimoine boisé ;

Considérant que les parcelles du projet sont situées pour partie en zone agricole (A) du plan local d'urbanisme de la commune de Foussais-Payré, hors zone constructible de

la carte communale de Puy-De-Serre et en zone soumise aux dispositions du règlement national d'urbanisme pour ce qui concerne Faymoreau (cette commune ne disposant pas d'un document de planification) ;

Considérant que la composition du boisement sera constituée d'un mélange d'essences variées (chêne pubescent, chêne sessile, chêne Tauzin, Cormier, Alisier, Poirier sauvage, merisier) ;

Considérant qu'aucune parcelle du projet n'est concernée par un périmètre d'inventaire ou de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager ;

Considérant que la parcelle de culture destinée à être boisée se situe hors zone humide ;

Considérant que le projet de boisement prend place sur un terrain jusqu'alors exploité, que les haies présentes en périphérie de la parcelle à boiser seront préservées ;

Considérant que les éléments transmis attestent de la recherche d'un choix d'essences d'arbres adapté au contexte pédo-climatique conforme aux arrêtés préfectoraux relatifs aux matériels forestiers de production (MFR) applicables en région Pays de La Loire ;

Considérant que les travaux, d'une durée prévisible estimée entre 3 et 10 jours (opérations préparatoires et plantations), interviendront durant l'hiver 2023/2024 ;

Considérant que l'entretien annuel des cloisonnements sylvicoles se fera par fauchage ou par broyage ; qu'il n'y aura pas de recours à des produits fertilisants ou phytopharmaceutiques ni à l'arrosage ;

Considérant que le projet a vocation à faire l'objet d'un document de gestion durable agréé par le centre régional de la propriété forestière (CRPF) ;

Considérant que le projet de boisement s'inscrit dans le cadre d'une démarche de labellisation « bas carbone » ;

Considérant que le projet ne se situe pas sur une commune pour laquelle les opérations de boisement sont réglementées en vertu des dispositions de l'article L 126-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de boisement de terres agricoles sur les communes de Faymoreau, Puy-De-Serre et de Foussais-Payré, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Paul GUILLOTEAU et publié sur le site Internet de la DREAL Pays de la Loire, thématique évaluation environnementale et développement durable puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement,

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire
Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes
Cedex2

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr